

**CHIRAC ET SES MINISTRES, BATTUS LE 29 MAI, NOUS FRAPPENT ENCORE PLUS FORT !**

Malgré leur illégitimité flagrante et leur défaite sans appel lors du référendum, Chirac et son gouvernement continuent à frapper les travailleurs de toutes leurs forces : ordonnances Villepin contre le Code du travail, poursuite des privatisations-bradages (Autoroutes, SNCM, EDF-GDF...), préparation d'un budget d'austérité contre les services publics, application de la loi Fillon contre l'école, aggravation des pressions sur les chômeurs pour qu'ils acceptent n'importe quel emploi, multiplication des rafles contre les sans-papiers, maintien de centaines de milliers de familles dans des logements dangereux et indécents, répression féroce contre les syndicalistes, les lycéens, les salariés en lutte... *Comment expliquer ce paradoxe apparent d'un gouvernement qui, ultra-minoritaire, peut néanmoins attaquer aussi violemment les intérêts du prolétariat et de la majorité ?* Cette situation prouve avant tout que, dans une soi-disant « démocratie » dirigée par le MEDEF, on ne peut rien attendre des urnes (sauf le droit purement formel d'exprimer de temps en temps sa colère). En ce sens, la principale leçon du 29 mai, c'est que, pour stopper le patronat, Chirac et leur politique, pour les vaincre, *il n'y a qu'une solution : celle du combat de classe le plus déterminé, dans la grève et dans la rue, de tous les travailleurs, du public et du privé, syndiqués et non syndiqués, avec ou sans papiers...*

**LES DIRIGEANTS SYNDICAUX ET DU PCF REFUSENT D'EN DÉCOUDRE AVEC CHIRAC !**

Seulement voilà : en juin, après le référendum, et malgré la volonté combative d'une bonne partie de leurs propres militants, l'ensemble des directions syndicales et la plupart des forces politiques qui avaient œuvré à la victoire du Non de gauche et d'extrême gauche (sans parler du PS « OUI-OUIste »), ont refusé de profiter de l'occasion en or qui était offerte : *ils ont refusé d'appeler au combat pour en finir purement et simplement avec Chirac, son Assemblée et toute la politique de régression sociale.* Les dirigeants syndicaux se sont précipités pour rencontrer Villepin en demandant des « négociations », au lieu d'empêcher son intronisation. La direction du PCF, de son côté, a demandé solennellement au Président d'« entendre » le « message du peuple français », au lieu de combattre pour le chasser ; puis elle a pleurniché face à sa « surdité », au lieu de dénoncer son illégitimité ; finalement, elle s'est prononcée pour réconcilier les NONistes et les OUI-OUIstes, entamant sans vergogne des discussions électoralistes avec le PS en vue de 2007. Alors qu'ils sont censés défendre les intérêts des travailleurs, les dirigeants des syndicats et du PCF (couverts par l'extrême gauche LCR, LO et PT) ont ainsi montré une fois de plus leur couardise, leur refus d'en découdre avec Chirac, leur volonté de le laisser en place jusqu'en 2007. Ils ont donc permis au « nouveau » gouvernement de se mettre en place et de poursuivre toute sa politique de destruction sociale comme si rien ne s'était passé le 29 mai...

**LES SALARIÉS EN LUTTE DE LA SNCM, DE MARSEILLE ET DE CORSE OUVERT LA VOIE !**

Même quand il y a une lutte aussi exemplaire que celle des marins de la SNCM, rejoints par les travailleurs du port de Marseille et des transports de Corse, les dirigeants des syndicats et du PCF refusent de combattre réellement : au lieu d'exiger la *nationalisation totale sous contrôle ouvrier de la SNCM* et le *retour au monopole du service public des transports entre le continent et la Corse*, ces dirigeants acceptent de négocier avec Villepin une privatisation dite « partielle » (c'est-à-dire bien réelle) ; au lieu d'appeler à la *grève générale de tous les ports et docks*, ils prennent prétexte de provocations pour appeler au « calme » et au « dialogue » avec le gouvernement, même après le raid terroriste du GIGN contre les marins du *Pascal-Paoli* occupant et contrôlant légitimement *leur* bateau...

**NON AUX « JOURNÉES D'ACTION » SANS LENDEMAIN : POUR LA GRÈVE GÉNÉRALE !**

Ce 4 octobre, des millions de travailleurs du public et du privé prouvent une fois de plus qu'ils sont prêts au combat, comme ils l'avaient déjà montré lors des précédentes « journées d'action » des 20 janvier, 5 février, 10 mars et 16 mai. Mais la plupart des grévistes et des manifestants d'aujourd'hui, ainsi que les millions de travailleurs du privé ou précaires qui hésitent à se mettre en grève faute de perspective, en ont vraiment assez des « journées d'action » sans lendemain ! Ils sont de plus en plus nombreux à comprendre que, *pour stopper le patronat et le gouvernement, aucune « journée d'action » n'a jamais suffi et ne suffira jamais !* Il faut donc s'engager maintenant dans un mouvement d'ensemble radical et déterminé : *l'expérience (notamment la défaite de mai-juin 2003) montre que seule la grève générale du public et du privé, en paralysant le pays, pourra faire reculer le patronat et vaincre Chirac-Villepin-Sarkozy.* Il faudra donc l'imposer aux dirigeants des syndicats, du PCF, des organisations d'extrême gauche. Pour cela, il n'y a pas d'autre solution que de *s'auto-organiser dans les entreprises, les établissements et les collectifs locaux*, en convoquant des Assemblées générales dès le 5 octobre pour voter la poursuite de la grève, entraîner les collègues hésitants, et *élire des délégués pour fédérer à tous les niveaux de véritables comités de grève.*